





PATRICK DÜMMLER

L'ouverture, gage de sécurité

La Suisse gagne un franc sur deux grâce au commerce extérieur. Des marchés ouverts sont donc la clé du succès économique du pays. Or, on observe depuis peu une tendance internationale au repli – pensons par exemple à l'approvisionnement en produits sanitaires durant la crise du coronavirus. La Suisse fait à cet égard face à d'importants défis, comme l'accord institutionnel avec l'Union européenne (UE), les accusations américaines de manipulation de devise, l'accord de libre-échange avec l'Indonésie ou encore l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Commençons par l'accord institutionnel avec l'UE : près de 50 % des exportations helvétiques vont dans l'UE et assurent un million d'emplois en Suisse. Or, malgré l'importance du libre accès au marché intérieur européen, Berne a joué la montre pendant deux ans. Le statu quo menace de s'éroder et aucun nouvel accord sectoriel ne peut être conclu. Cela pourrait par exemple se traduire par la multiplication des problèmes d'approvisionnement en électricité. La Confédération a ainsi récemment identifié qu'une pénurie d'électricité constituait l'un des risques majeurs en Suisse. Dans le secteur de la santé également, un accord serait bienvenu en prévision de la prochaine pandémie. Le Conseil fédéral a finalement défini sa position en novembre 2020 puis l'a fait connaître à l'UE. Il faut espérer que la Suisse parvienne à résoudre les questions en suspens avec l'UE et à obtenir un consensus majoritaire dans le pays autour des solutions proposées. Elle pourrait par exemple décider d'évaluer l'accord institutionnel après dix ans en mesurant ses effets économiques et l'évolution de la souveraineté tant formelle que matérielle.

Autre défi : les États-Unis reprochent à la Suisse d'étendre son commerce extérieur au détriment des entreprises américaines. Leur interprétation se base sur trois critères, dont la manipulation de devise. Si la Suisse devait encourir des sanctions économiques sur son deuxième marché d'exportation, cela ne resterait probablement pas sans conséquence pour les quelque 260 000 emplois suisses qui en dépendent. L'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt disait que « les marchés sont comme les parachutes : ils fonctionnent quand ils sont ouverts ». Il est donc urgent de consolider l'accès au marché américain, de préférence en instaurant un accord économique global. Cela permettrait de créer environ 13 500 emplois supplémentaires – un signal bienvenu dans le contexte économique tendu actuel. L'ouverture des marchés contribue à la sécurité d'approvisionnement de la Suisse – idéalement grâce à un réseau aussi dense que possible de partenaires de libre-échange. La diversification des sources d'approvisionnement utilisant des canaux institutionnalisés est préférable à une plus grande autosuffisance. Sous cet angle, l'accord de libre-échange avec l'Indonésie améliore la sécurité d'approvisionnement. Il s'agit toutefois de compléter les accords bilatéraux régissant l'accès préférentiel aux marchés par une approche résolument multilatérale. La Suisse profite largement du système fondé sur les règles de l'OMC : la sécurité juridique et l'ouverture des marchés sont les moteurs de sa prospérité.

Patrick Dümmler est responsable de recherche « Suisse ouverte » et membre de la direction d'Avenir Suisse, à Zurich.